

# MACRON ISOLÉ, LUTTONS JUSQU'AU RETRAIT !



Samedi dernier, c'est la petite ville de Vire (Calvados, 12 000 habitants), là où Borne s'est fait élire députée, qui attirait tous les médias. 535 gendarmes ont eu beau en faire une forteresse où personne ne pouvait entrer sans être contrôlé plusieurs fois, et dissuader les habitants de défiler en attisant la crainte des « casseurs », dix fois plus de manifestants ont à nouveau exigé le retrait de la loi de démolition des retraites !

## L'arbre des retraites cache une forêt de colères...

À Vire comme partout en France, la colère contre Macron, président des riches, s'est approfondie durant la semaine écoulée. Les grèves reconductibles, les manifestations et piquets de blocage ont à nouveau rythmé l'actualité. L'âge du départ à la retraite reste la préoccupation centrale de ceux et celles qui s'expriment. Mais on ne se limite plus à refuser les 64 ans : le retour aux 60 ans est plébiscité, par les salariés du public comme du privé.

Depuis que la jeunesse déferle à son tour dans les rues, le lien est fait entre les retraites de misère et la précarité que subissent bon nombre d'étudiants et de jeunes travailleurs : « de cette société-là, on n'en veut pas ! » Et les salaires de misère, il y en a marre ! C'est en appelant à lutter pour leur augmentation que les syndicats ont conclu la manifestation de Vire samedi dernier.

La hausse des prix frappe en effet bien plus fort les produits alimentaires de base que tout le reste. Ce sont encore une fois les classes populaires qui en supportent les conséquences !

... que bâtons et lacrymos ne suffisent plus à mater

Le gouvernement espère nous dégoûter des manifs en les saturant de gaz lacrymogènes. Il espère nous diviser en mettant en scène les affrontements entre soi-disant « bons flics » et « méchants casseurs ».

Succès limité : si parmi nous certains hésitent davantage à descendre dans la rue, c'est par crainte de la police, pas des autres manifestants. Et après le déferlement de violences policières à Sainte-Soline (Deux-Sèvres) lors de la manifestation contre les méga-bassines, des dizaines de rassemblements ont eu lieu en soutien au mouvement Les Soulèvements de la terre menacé de dissolution par le pouvoir.

Main tendue ? Poursuite du bras-de-fer !

Macron est complètement cramé dans l'opinion. Son dernier

discours l'a prouvé, au point qu'on pourrait presque souhaiter qu'il reparle bientôt ! Et c'est Borne qui se fend d'une « main tendue » à l'intersyndicale. Celle-ci l'a aussitôt acceptée. Mais à la base, on s'interroge et même on se méfie. Nous sommes en phase avec cette déléguée au congrès de la CGT qui s'est faite notre porte-parole en interpellant le secrétaire général sortant : « Camarade Philippe Martinez, qui t'a donné mandat pour parler de médiation alors que les travailleurs sont dans la rue ? » Borne affirme ne rien vouloir lâcher sur les retraites, alors que discuter ? Cela devrait être aux grévistes, aux manifestants, aux participants aux blocages, à nous toutes et tous qui continuons à contester sa politique de décider. Démocratiquement.

Quant à la pause dont le chef de la CFDT, Laurent Berger, avait parlé, cela voudrait dire quoi ? Mettre notre mouvement en

pause ? Pas question ! Cela reviendrait à desserrer l'étau dans lequel le pouvoir est pris, alors que nous sommes en train de le contraindre à capituler. L'heure n'est pas à la relâche. Bien au contraire ! L'intersyndicale a décidé d'une prochaine date de mobilisation jeudi 6 avril. Il faudra descendre à

nouveau massivement dans les rues, en grève : ce sera notre réponse à la prétendue « main tendue » de Borne, en fait à son obstination à casser les retraites. D'ici là, il faut poursuivre les grèves reconductibles, les blocages, les assemblées générales de toutes sortes, afin de maintenir l'ébullition sociale. Chaque jour qui passe dans cette atmosphère voit le gouvernement perdre un peu plus le bras-de-fer. Nous pouvons river définitivement le cercueil de sa « réforme » !

Édito du NPA du 3 avril 2023

Le plan "eau" de MACRON :



Imposer des douches collectives en manif !

La grève de l'équipe paramédicale du service de réanimation pédiatrique du CHU de Bordeaux s'est achevée fin mars. La quasi-totalité de l'équipe était en lutte depuis le 26 décembre 2022 : puéricultrices, assistantes puéricultrices, infirmières et aides-soignantes. Et elles ont décroché une bonne partie de leurs revendications : un mois de formation minimum pour les nouvelles soignantes, un poste de puéricultrice supplémentaire, ainsi qu'une auxiliaire de nuit. C'est une victoire qui donne confiance pour la suite ! Elle envoie aussi un message clair à tous les collègues : il n'y a rien à attendre de la part de la direction qui ne pense qu'à faire tourner l'hôpital avec le moins de moyens et de personnel possible. Seules les luttes des soignantes et soignants eux-mêmes peuvent améliorer les choses !

### **Pour contrer l'offensive générale du gouvernement, ripostons tous ensemble !**

Bien que chaque service ait ses spécificités propres, tous souffrent globalement des mêmes maux : le manque de personnel, les conditions de travail dégradées et les bas salaires entraînent des fermetures de lits voire de services entiers ainsi que des difficultés de recrutement. Comment sortir de ce cercle vicieux ? Déjà en augmentant les salaires, qui sont bien trop bas ! Et en finir avec les plannings pourris, les jours de RTT sucrés sans préavis... Et le gouvernement ne nous fera pas croire que les caisses sont vides. Notre société déborde de richesse ; il n'y a qu'à voir les profits record et les aides publiques généreuses que les patrons empochent chaque année, ou encore le budget monstrueux alloué à l'armée par Macron... C'est par un mouvement de grève généralisé de l'hôpital que les travailleuses et travailleurs de la santé pourront forcer le gouvernement à sortir le chéquier !

### **Témoignage d'une médecin urgentiste à Sainte-Soline**

Dans un témoignage glaçant publié sur Reporterre, Agathe raconte la féroce répression policière au weekend de mobilisation contre les mégabassines à Sainte-Soline. A peine arrivée, la police tirait sur la foule. Les blessures qu'Agathe a soignées ne sont pas des chevilles foulées, mais des plaies et fractures dues à des flash-ball, grenades de désencerclement. Le SAMU a été appelé pour venir en secours aux blessés graves et urgences vitales, mais les gardes mobiles n'ont pas laissé passer les ambulances. Non seulement la police blesse gravement les manifestants, mais elle empêche les soins. C'est un choix du gouvernement : nous faire taire de force.

### **Fin de l'obligation vaccinale à l'hôpital**

La Haute Autorité de Santé a mis fin à l'obligation vaccinale pour les soignant.e.s, et donc aux licenciements des personnels hospitaliers. Une nouvelle pas anodine. Car si personne ne peut contester l'importance et l'utilité du vaccin, et la nécessité que chacun.e soit vacciné.e, il faut bien rappeler que ces licenciements sont dégueulasses. Macron et son gouvernement ont été incapables de combattre efficacement le virus mais ont, comme le reste du temps, voulu faire payer aux travailleurs ses leur incurie !

Le plafonnement des rémunérations des médecins intérimaires (1390 € pour 24h de garde à partir du 4 avril) ne provoquera pas de « fermetures sèches » de services hospitaliers, a assuré lundi matin François Braun sur BFMTV. Enfin, « pour les trois premières semaines d'avril » en tout cas. Pour la suite, il ne répond plus de rien. En tout cas on suivra attentivement la situation, parce qu'il n'est même pas sûr que le ministre arrive à respecter sa parole, ne serait-ce que trois petites semaines.

### **Régime sec... Pour certains !**

Lors de la présentation de son « plan Eau » depuis les Hautes-Alpes, Emmanuel Macron a annoncé souhaiter une « tarification progressive et responsable » de l'eau qui puisse être « généralisée en France ». Concrètement, le principe est d'augmenter progressivement le prix du mètre cube d'eau en suivant le rythme de la consommation. Les premiers mètres cubes d'eau consommés par les usagers seraient ainsi très peu chers, puis la facture grimperait en fonction de la quantité utilisée. Et on nous explique que cela aura un effet dissuasif sur ceux qui ne comportent de façon irresponsable en lavant leur voiture au jet ou en arrosant chaque jour leur jardin. Sauf que ce raisonnement présente une faille de taille. En effet, actuellement 57 % de l'eau utilisée l'est pour l'agriculture, 5 % pour les usages industriels et 12 % pour le refroidissement des centrales électriques. L'eau potable consommée par les ménages ne représente que 26 % du total. Bref c'est surtout aux ménages que l'on va demander des sacrifices. Au nom bien sûr de l'écologie.

### **La solution pour financer les caisses de retraites !**

Cinq banques françaises sont accusées de fraude fiscale pour un montant total de 140 milliards d'euros sur vingt ans. Une modeste somme qui permettrait de largement renflouer les caisses de retraites si elles devenaient déficitaires – les prévisions gouvernementales prévoient environ 10 milliards de déficit dans 10 ans. Tous ces milliards ne sont pourtant qu'une goutte d'eau dans l'océan des profits accumulés par les actionnaires oisifs qui dominent la société. Comme le dit très bien un slogan familier aux manifestants : "De l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat ! (et l'argent on le prendra, ... !)"

### **Le 28 avril, journée nationale sans internes**

Travailler 58 heures par semaine, gagner moins qu'un SMIC horaire en première année, assumer les surcoûts liés au logement et au transport qui ont un impact colossal sur le pouvoir d'achat, c'est le quotidien des internes de médecine. Ces derniers subissent des conditions de vie et de travail qui les empêchent de se former correctement. Pour protester contre cette situation intenable, l'Intersyndicale nationale des internes appelle à une journée nationale sans interne le 28 avril, toutes spécialités confondues. Les revendications incluent un décompte du temps de travail fiable et une revalorisation des salaires. Une mobilisation que la totalité des salariés de la santé auraient mille fois raison d'imiter !

### **Encore une fermeture de lits**

A compter du 14 avril, l'hôpital psy de Caen ferme temporairement 28 lits, sur 3 services d'admission. Aucune date de réouverture n'est annoncée. Au manque de personnel, la direction préfère fermer des lits, plutôt que d'augmenter les moyens pour des conditions de travail et de soins meilleurs. Fermer des lits, ça ne veut pas dire moins de personnes à soigner, mais un tri à la porte de l'hôpital.